



par acte du 23 mai
1767 d'appellation au
Nouvel avec demande et
Depens Contre le Prieur
de Chantenai et son fermier



MÉMOIRE

POUR le Sieur GONDIER, Doyen du Chapitre de Saint Pierre-le-Moutier, & Syndic du Diocèse de Nevers ; Intimé.

CONTRE Dom PONCET, Prieur de Chantenai, Appellant ; & contre IGNACE PENICAUT, son Fermier.

DANS un canton de Dixmes commun entre les Parties, le Fermier de Dom Poncet a choisi les meilleurs héritages, & s'est emparé de la portion du sieur Gondier.

Pour soutenir cette usurpation, Dom Poncet allègue vainement la possession immémoriale ; le fait constant d'une jouissance toujours commune & prouvée par ses propres Titres, écarte bien loin toute idée de prescription.

F A I T.

Dans la Paroisse de Chantenai, il y a plusieurs cantons sur lesquels différentes personnes perçoivent la Dixme : la plûpart de ces portions de Dixmes, même celles qui appartiennent à des Ecclésiastiques, sont inféodées.

De ce nombre sont les deux cantons du *Riau* & de *Poulangi*, autrement dit *Grand-Dixme de Chantenai*, communs entre le Chapitre de Saint Pierre & le Prieur de Chantenai : l'inféodation est prouvée par une Transaction de 1525 & par les Titres de Dom Poncet.

Sur le premier de ces cantons, le sieur Gondier, comme Doyen du Chapitre de Saint Pierre, a toujours perçu la moitié de la Dixme de toute espece, *bled*, *vin* & *charnage* ; Dom Poncet ne conteste point cet article.

Sur celui de Poulangi, les Parties ont chacun un quart de la Dixme, & c'est ici où tombe la difficulté.

Dom Poncet convient bien que le sieur Gondier a droit de prendre sa portion dans la Dixme de *bled*, mais il lui dispute celles de *vin* & de *charnage*.

Et sur quoi établit-il cette distinction ? A-t-il un Titre qui lui attribue spécialement & à lui seul ces deux especes ? Non ; au contraire, ses propres Titres, les dénombremens de ses prédécesseurs condamnent sa prétention.

3
Tout son système se réduit à dire qu'il est en possession de tems immémorial, & cette allégation est encore démentie par les mêmes dénombremens : il n'a pas d'autre possession en effet que celle que son Fermier a voulu lui procurer en 1761, & voici à cet égard quelle a été l'origine de l'usurpation.

Penicaut, Fermier de Dom Poncet, avoit été aussi celui du sieur Gondier depuis 1751 jusqu'en 1760 : mais le sieur Gondier ayant changé de Fermier, Penicaut, pour s'en venger, s'avisa en 1761 de percevoir & la portion de Dom Poncet & celle du sieur Gondier, comme s'il eût toujours été Fermier tant du Chapitre que du Prieuré : cependant il ne s'empara point de la totalité ; il choisit ce qu'il y avoit de meilleur, & laissa lever le surplus par le Fermier actuel du sieur Gondier. Dans ce partage singulier, Penicaut ne suivit d'autre règle que son caprice & son avidité.

Le sieur Gondier ne le laissa point jouir longtemps du fruit de cette entreprise, car dès l'année même il le fit assigner en restitution. Dom Poncet intervint, &, comptant sans doute sur les intrigues de son Fermier, il offrit la preuve par Témoins de sa possession prétendue. Mais les premiers Juges, ayant sous les yeux la preuve par écrit du contraire, ont également condamné & Dom Poncet & son Fermier par Sentence du 20 Décembre 1763.

Le Fermier se plaint d'avoir été compris dans cette

condamnation, quoiqu'il se la soit justement attirée; comme auteur de l'usurpation: il prétend qu'on auroit dû le mettre hors de Cause, parce que Dom Poncet s'étoit déclaré son garant; mais pour dissiper cette mauvaise objection, il suffit d'observer qu'il n'a point demandé son renvoi, & puisqu'il a bien voulu rester Partie en Cause, c'est avec raison que la Sentence a prononcé personnellement contre lui.

D'un autre côté, Dom Poncet prétend que le sieur Gondier n'est point en règle: la Dixme que vous revendiquez, lui dit-il, n'est pas un attribut spécial de votre Doyenné; elle appartient au Corps du Chapitre: ainsi vous n'avez dû agir qu'au nom du Chapitre. Cependant vous avez formé la demande, & vous la soutenez encore en la seule qualité de Doyen: Procédure vicieuse, Sentence nulle, &c.

Le sieur Gondier pourroit répondre que sa qualité a été reconnue par les Prieurs en plusieurs Actes, & par Dom Poncet lui-même dans toute l'instruction de Cause principale: mais il suffit d'observer que les Canoncats de Saint Pierre sont tous vacans, & que le sieur Gondier est le seul qui reste du Chapitre. *Si universitas ad unum redit, magis admittitur posse eum convenire & conveniri, cum jus omnium in unum redierit: L. 7. in fin. dig. quod cujuscumq. univers.*

Ces légères objections ainsi réfutées, passons aux moyens; ils se présentent d'eux-mêmes: indivi-

5

sion dans l'origine & toujours subsistante; jouissance commune prouvée par Titres.

M O Y E N S.

Il est prouvé par une fondation de 1523 & par une transaction de 1525, 1°. qu'alors le Chapitre de Saint Pierre étoit propriétaire de la totalité de la Dixme du Riau & de la moitié de celle de Poulangi; 2°. que ces deux Dixmes étoient inféodées & relevoient de la Terre de la Ferté.

On ne sçait par quelle voie les Frieurs de Chanrenai ont acquis depuis ce tems-là un quart de la Dixme dans chacun de ces deux cantons; mais de quelque maniere que ces portions leur soient parvenues, il est bien sensible que le Chapitre, propriétaire primitif, a dû conserver sur celles qui lui sont restées & a proportion de la quotité actuelle, les mêmes droits qu'il avoit originairement sur le total.

D'autre part il est prouvé par les dénombremens des Prieurs, 1°. que le quart qu'ils possèdent dans la Dixme des deux cantons provient également de l'inféodation des Seigneurs de la Ferté, 2°. que le Chapitre est Co-décimateur avec eux.

En effet dans celui de 1693, le Prieur déclare d'abord *le quart du Dixme du Riau partant * pour les autres portions avec les Doyen, Chanoines & Chapitre de Saint Pierre le-Moutier & autres, ledit*

**Partageant.*

Dixme consistant en Bled , Vin & Charnage.

Plus le droit qu'il peut avoir audit Dixme appelé le *Dixme de Poulangi*, autrement le *Grand-Dixme de Chantenai*, consistant au quart par le dessus & par le dessous à trois portions de seize, ou autre plus grand droit, le surplus étant possédé par lesdits Chanoines de Saint Pierre & autres.

Dans celui de 1745, le Prieur annonce qu'il est venu pour faire la foi-hommage du quart de la *Dixme du Riaud*, & du quart par le dessus & par le dessous trois portions de seize, ou autre plus grand droit dans autres *Dixmes* qui se levent avec autres, appelé *Dixme de Poulangi*.

Ensuite il déclare le quart de la *Dixme de Riaud* consistant en *Bled , Vin & Charnage*, dans les mêmes termes qu'en 1693 ; & de même pour celle de *Poulangi*, après avoir dit que le droit du Prieuré consiste au quart par le dessus & par le dessous trois portions de seize ou autre plus grand droit ; il ajoute que le surplus est possédé par le Chapitre de Saint Pierre & autres *CO-DÉCIMATEURS*, suivant qu'il s'étend & comporte, &c.

Sur le canton du *Riaud*, les deux dénombrements disent que la *Dixme* consiste en *Bled , Vin & Charnage*, & que cette *Dixme* se partage avec le Chapitre. Ces expressions sont trop claires ; aussi Dom Poncet ne fait pas de difficulté là dessus.

Mais comme la consistance de la *Dixme* n'est point répétée dans l'article de *Poulangi*, il conclut

7
du silence de son titre qu'il peut se faire que cette Dixme, commune au Prieur & au Chapitre, ne consiste qu'en une espèce seulement, & que les deux autres appartiennent au Prieur à l'exclusion du Chapitre: il ajoute même que les Prieurs l'ont ainsi entendu par la clause qui contient reserve d'un plus grand droit. Enfin, pour preuve de cette interprétation, il invoque sa possession prétendue.

Il est vrai que la possession explique le titre, lorsqu'il est obscur; mais ici les titres sont clairs, ils s'expliquent parfaitement par eux mêmes, & au lieu de recevoir la loi de la possession prétendue, ils doivent au contraire lui servir de regle.

En premier lieu, les quotités que les parties possèdent proviennent d'inféodation; c'est un fait prouvé de la part du Chapitre par la transaction de 1525, de la part des Prieurs, par leurs dénombremens. Ainsi, abstraction faite de la question de sçavoir comment les Prieurs sont devenus propriétaires du quart de la Dixme dans chacun des deux cantons, il se trouve que les Seigneurs de la Ferté ont inféodé au Chapitre *la moitié de la Dixme du Riau*, & *le quart de celle de Poulangi*, & que les mêmes Seigneurs ont inféodé aux Prieurs *le quart des deux Dixmes*.

Or les Prieurs conviennent eux-mêmes que l'inféodation faite au Chapitre pour la Dixme du Riau, comprend les trois espèces, Bled, Vin & Charnage: pourquoi donc l'inféodation relative à Poulangi ne

contiendrait-elle que la seule espèce du Bled ? Dom Poncet a-t'il un titre particulier d'exception qui lui donne les deux autres espèces ? Non , ses dénombremens s'expliquent comme la transaction de 1525, par le terme générique de Dixmes , *la Dixme du Riau, la Dixme de Poulangi* : & puisque l'inféodation générale pour un canton emporte les trois espèces , il s'ensuit que la même inféodation , également générale pour l'autre canton , doit produire le même effet. La présomption naturelle est que la même expression , employée deux fois dans un même acte , signifie toujours la même chose.

2^o. Les prédécesseurs de Dom Poncet ont déclaré par leurs dénombremens qu'ils partageoient les Dixmes avec le Chapitre, ils lui ont même donné la qualité de CO-DÉCIMATEUR dans le canton de Poulangi , sans aucune distinction des différentes espèces ; ils ont donc reconnu par là que le Chapitre partageoit avec eux tous les fruits décimables. *Si quis professus sit se tenere in clientelam ac feudum, idque pro se, suisque consortibus quos nominet; ex hac confessione jus acquiritur consortibus in confitentem.* Ferrerius sur Gui Pape , quest. 24.

3^o. La réserve ou protestation que les Prieurs ont faite pour d'autres plus grands droits , se présente avec une telle incertitude qu'on ne peut en soupçonner la cause : il plaît à Dom Poncet de l'interpréter des Dixmes de vin & de charnage , mais c'est-là une conjecture qui passe toute vraisemblance : les
termes

termes de la protestation annoncent que si au lieu d'un quart par le dessus & de trois seiziemes par le dessous, les Prieurs avoient droit de lever *une portion plus considérable*, ils entendoient la déclarer; de sorte qu'elle ne tombe point sur les espèces de la Dixme, mais seulement sur la quotité.

Au surplus, il résulteroit toujours de l'interprétation de Dom Poncet, que les *autres plus grands droits* auroient été pareillement inféodés aux Prieurs de Chantenai; en un mot, que toutes les especes de la Dixme proviendroient de la même source d'inféodation.

Dans cette hypothese, il seroit sans doute bien étrange que les Seigneurs de la Ferté eussent inféodé les trois especes sur un canton, tant aux Prieurs qu'au Chapitre, & que sur l'autre ils n'eussent inféodé au Chapitre qu'une des especes pour attribuer les deux autres aux Prieurs; on ne peut du moins le supposer sans preuve, & au contraire ici tout concourt à établir l'égalité parfaite entre l'une & l'autre inféodation.

Et en vain Dom Poncet dit-il que les Dixmes de vin & de charnage peuvent lui appartenir en qualité de Curé primitif; car il est obligé de convenir lui-même que ses prédécesseurs ont entendu reporter au Seigneur de la Ferté toutes les especes de la Dixme tant sur l'un que sur l'autre canton. Mais d'ailleurs il est constant que les Seigneurs de la Ferté avoient droit à la Dixme de vin & de charnage, puisque,

[illegible]

de l'aveu même de Dom Poncet, ils l'ont concédée sur le canton du Riaud; leur capacité dans l'origine & avant l'inféodation, leur aptitude à posséder ces deux especes, est donc parfaitement établie, & c'en est assez pour écarter la nouvelle possibilité imaginée par Dom Poncet. Rien n'est plus opposé au système de Dixme Ecclésiastique que le Titre de l'inféodation.

Observons encore que la Dixme de vin dans la Paroisse de Chantenai est une Dixme ordinaire, & qu'elle fait partie des grosses Dixmes; & qu'à l'égard de celle de charnage, tous les Décimateurs y prennent part, à proportion de la quotité qui leur appartient dans les grosses Dixmes. Cet usage constant est d'ailleurs prouvé par un ancien Titre de l'année 1310, par lequel le Chapitre de Nevers, gros Décimateur du canton de Champlong, Paroisse de Chantenai, en fit bail à vie au profit d'un Ecclésiastique, avec expression que cette Dixme consistoit en bled, agneaux, veaux, & autres choses décimables, à partager avec différentes personnes, & notamment avec le Prieur de Chantenai: *partientem cum Priore de Chantenayo, sive sit in blado, agnellis, & rebus aliis quibuscumque quæ Decimam spectant.*

Concluons donc que les trois especes de dixmes, tant sur l'un que sur l'autre canton, ont toujours été communes entre les Parties; que le Chapitre est CO-DECIMATEUR avec Dom Poncet, ainsi que

les prédécesseurs l'ont eux mêmes déclaré ; & de cette indivision concluons encore que jamais les Prieurs n'ont pu prescrire contre le Chapitre.

En effet, *quand aucunes choses sont tenues & possédées en commun & par indivis , l'on ne peut acquérir ni prescrire le droit l'un de l'autre : c'est une décision de la Coutume de Bourbonnois , art. 26 , décision puisée dans les sources de l'équité , & qui fait le droit commun sur cette matiere.*

Si les Prieurs avoient joui de la totalité du droit du Chapitre pendant 40 ans , ce seroit peut-être une question de sçavoir s'ils auroient pu prescrire , & il semble que l'indivision originaire y formeroit obstacle.

Mais , 1°. Dom Poncet convient lui-même que le sieur Gondier a toujours joui de sa portion dans la dixme de *bled* ; il ne conteste que celles de vin & de charnage.

2°. A l'égard de ces deux dernières espèces, Dom Poncet ne prétend même pas avoir joui *de la totalité* , il se dit seulement en possession de les percevoir *sur quelques héritages* du canton de Poulangi , à l'exclusion du sieur Gondier , & il reconnoît en même temps que le sieur Gondier est en possession de les percevoir *sur le surplus* des héritages du même canton.

Or quand même cette distinction dans le fait seroit véritable , nous n'en serions pas moins fondés à lui dire que la jouissance du sieur Gondier *d'une*

partie de la dixme indivise entr'eux, auroit nécessairement conservé le droit du Chapitre dans le total, & c'est même le vrai cas de l'article 26 que nous venons de citer.

Comment Dom Poncet a-t-il donc pu se hasarder à offrir la preuve d'une possession immémoriale également inutile & démontrée fausse ?

Inutile, parce que Dom Poncet ne l'ayant articulée *que pour partie & pour quelques héritages seulement*, le droit universel du sieur Gondier n'en auroit pas moins été conservé par la jouissance de la partie non contestée.

Fausse : les propres titres de Dom Poncet, les dénombrements de 1693 & 1745 prouvent qu'au moins jusqu'à cette dernière époque, le Chapitre a été CO-DÉCIMATEUR avec les Prieurs de Chantenai; conséquemment qu'ils ont toujours perçu leur portion dans toutes les espèces & dans toute l'étendue du canton de Poulangi.

Depuis 1745, le sieur Gondier a continué la même possession jusqu'à la naissance du Procès en 1761 : les cinq Baux qu'il a passés en 1739, 1746, 1751, 1757 & 1761 en fournissent une preuve d'autant plus décisive, que dans tous ces Baux il est dit que les dixmes du Chapitre consistent *en bled, vin & charnage*.

Une autre preuve plus ancienne est fondée sur deux délibérations du Chapitre de Saint-Pierre de l'année 1672, où l'on voit que les dixmes confis-

toient en *bled*, *vin* & *charnage*; & qu'en conséquence il fut résolu que les Fermiers donneroient dorénavant du vin & des agneaux.

Mais un Titre supérieur à tous ceux dont nous venons de parler, s'il étoit en règle, est un Exploit du 14 Juillet 1682, contenant saisie féodale *du droit que le Doyen & le Chapitre de Saint Pierre ont aux Dixmes de Poulangi, consistant en bled, vin & charnage*; cette saisie, à la requête du Seigneur, leveroit toute équivoque. Malheureusement le sieur Gondier n'a pu en recouvrer qu'une copie non-signée; cependant comme l'écriture est ancienne & à-peu-près du tems de l'original, elle peut toujours servir de Mémoire: au reste l'existence de la saisie féodale est prouvée par un Ecrit du 30 Mai 1683, en marge de la Transaction de 1525, où le Procureur Fiscal du Seigneur parle de la saisie-féodale, & reconnoît avoir eu communication de la Transaction.

Nous finissons en observant que Dom Poncet, chancelant sur les faits comme sur les principes, donne à entendre dans ses derniers Ecrits, que le sieur Gondier a perçu la totalité des Dixmes de vin & de charnage, même la portion du Prieuré, sur quelques héritages du canton de Poulangi; & ce n'est pas sans dessein que Dom Poncet a imaginé cette supposition; c'est pour en faire conclure qu'il y a eu entre le Prieur & le Chapitre un par-

rage de leurs droits communs ; or comme il est certain que jamais il n'y a eu de partage & que le sieur Gondier n'a perçu que sa portion sur les héritages non contestés , le nouveau système de Dom Poncet ne pourroit servir qu'à prouver l'indivision dans tous les tems.

Monsieur GAYET DE SANSALE, Rapport.

M^e BERT DE LA BUSSIERE, Avocat.

ROSSIGNOL, Procureur.